



Nos forêts dans les réservoirs de nos voitures ?

SYNDIESE : une usine à gaz ?

Le projet SYNDIESE de gazéification du bois pour fabriquer du diesel de synthèse, dont les premières installations ont été implantées à SAUDRON dans le nord de la Haute-Marne (à 3km de la Meuse), inaugurera la 1^{ère} phase de son activité le 06 octobre prochain.

Un démonstrateur « pilote » ? ...

...ou une usine à gaz au bilan environnemental et énergétique calamiteux ?

Ce démonstrateur pré-industriel du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) **engloutirait chaque année 90 000 Tonnes de bois brut, soit 20% de la ressource bois supplémentaire mobilisable en Lorraine (estimée à 450 000T annuelles)** pour alimenter en diésel seulement 3000 véhicules ! Un chiffre ridicule à comparer aux 28 000 véhicules du Pays Barrois tout proche (124 communes dans le sud-meusien, près de 70 000 habitants).

Transport, broyage, séchage, gazéification...autant de phases industrielles très consommatrices en énergie... Qui plus est, pour fabriquer en parallèle de l'hydrogène, **l'usine consommerait autant d'électricité qu'une ville de 30 000 habitants.**

Un projet qui met la forêt en danger

Le CEA ambitionne de démarrer en France une filière industrielle. Pour tenter d'obtenir une rentabilité économique jugée aléatoire par beaucoup d'industriels européens et mondiaux, une usine de taille industrielle devrait transformer annuellement **au minimum 1 million de tonnes de bois, soit 9 à 10 fois plus que le prototype de Saudron.**

Dans le même temps, les gros projets industriels d'utilisation du bois pour fabriquer de la chaleur et de l'électricité fleurissent un peu partout en France et dans le monde. L'exemple de la mégacentrale de l'entreprise allemande E.ON à Gardanne près d'Aix en Provence devrait nous alerter : le gigantisme de cette installation est tel que, sur les 850 000 tonnes de bois/an nécessaires, la moitié serait prélevée dans le sud de la France dans un rayon de 400 kms et acheminée par camions et l'autre moitié serait importée notamment des États-Unis et du Canada.

Les projets industriels de cette taille exercent une pression intenable pour la filière bois régionale et française et ils mettent en péril la régénération de la forêt et du capital forestier. **Le bois est une ressource renouvelable, certes, mais lentement et ce n'est pas une ressource inépuisable.**

Une usine sale, à haut risque et qui s'impose sur le terrain sans autorisation

SYNDIESE serait une installation à haut risque d'explosion et d'incendie, et très polluante (SEVESO/ICPE) : poussières allergènes, gaz acides, cendres et goudrons toxiques et métaux lourds... 32 000m³/an d'effluents soit l'équivalent d'une piscine olympique par mois sortirait de l'usine pour être traités en tant que déchets dangereux...

Cette **installation dangereuse de type ICPE/SEVESO** n'ayant, pour l'heure, pas encore été soumise à enquête publique, personne n'a donc pu consulter le dossier précis du CEA, maître d'ouvrage, présentant le projet détaillé **et son plan d'approvisionnement en bois.**

Pourtant, les travaux d'installation et de pré-traitement du bois ont bien avancé sur le terrain, **nous mettant devant le fait accompli d'un projet qui, pour l'instant, n'a pas d'existence légale.** De toute évidence, le projet a été saucissonné administrativement dans le temps, pour le faire accepter par la population locale, laquelle a été tenue dans l'ignorance du dossier.

Des antécédents chaotiques... mais le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) recycle à son profit les fonds du GIP...

La seule tentative équivalente à Freiberg en Allemagne (2008) n'a finalement jamais vu le jour, faute d'argent. Il faut dire que le carburant produit serait deux fois plus cher que le diesel classique pour un bilan émission gaz à effet de serre très coûteux...

Ce n'est pas un hasard si le CEA a choisi Saudron, à 3 km de Bure, lieu potentiel d'enfouissement des déchets radioactifs, pour implanter cette usine. En tant que producteur de déchets radioactifs, le CEA verse des taxes à l'Etat. L'Etat reverse ces taxes à la Meuse et à la Haute Marne pour les aider à accepter le projet de méga-poubelle atomique « CIGEO » à Bure. Ensuite, la Meuse et la Haute Marne, au travers des GIP (groupement d'intérêt public) rendent l'argent au CEA pour SYNDIESE...rien ne se perd...

Mais le CEA qui est un organisme public, ne pourra pas se passer d'un solide soutien de l'Europe, de l'Etat et des collectivités pour son projet estimé, pour l'instant, à 270 millions d'euros environ. **Que pense le citoyen d'un tel gaspillage des fonds publics ?**

Des alternatives ?

Culture de micro algues, valorisation des gaz sortant des aciéries Lorraines, production d'hydrogène à partir d'éoliennes et amélioration des possibilités de stockage de l'énergie ...les voies de recherches prometteuses ne manquent pourtant pas...

Ces alternatives peuvent aussi être locales. Un exemple : Dans le cadre du Plan Climat territorial du Pays Barrois (55), une étude menée par l'EPL Agro de Bar-le-Duc en 2011/2012 a montré que **la valorisation du biogaz en GNV (Gaz Naturel pour les Véhicules) produit à partir de la menue paille et des effluents du Pays Barrois permettrait de couvrir plus que la totalité des besoins (158%) des 28 000 véhicules du même Pays Barrois.** Qui plus est,

sans impacter les ressources alimentaires du territoire ou la forêt ; la valorisation du biogaz en GNV aurait un bilan énergétique et gaz à effet de serre bien meilleur que les carburants fossiles **et permettrait la création de 80 à 100 emplois locaux.**

Pour Mirabel-LNE, il faut laisser à la forêt la mission de produire principalement du bois d'œuvre de qualité à haute valeur économique et écologique ajoutée, et secondairement d'alimenter la filière bois d'industrie existante et les projets locaux de chauffage au bois.

Plutôt que de développer des projets industriels à la faisabilité douteuse, la première des solutions est avant tout la réduction de notre consommation excessive de carburant : rationalisation de nos déplacements, développement des filières courtes, transport de marchandises par mode fluvial et ferroviaire, transport en commun, covoiturage, transports doux...

Avec le projet SYNDIESE, la filière nucléaire s'auto-alimente via le CEA et nous offre un remake de « retour vers le passé » : du nucléaire et du diesel en masse, produits sur l'argent du contribuable... Cette nage à contre courant de la transition énergétique n'est plus tenable. Le projet SYNDIESE est un projet inutile, imposé et destructeur qui doit être abandonné.

(1) 75 000 tonnes par an de biomasse sèche issue de ressources forestières locales soit plus de 90 000 tonnes par an de biomasse fraîche (Lignocellulose – résidus forestiers, rémanents d'exploitation, déchets d'exploitation forestière...)

Pour en savoir plus :

<http://mirabel-lne.asso.fr/content/syndiese>

<http://www.eplagro55.fr/innovations-experimentations/experimentation-methanisation-quelle-valorisation-du-biogaz-a-lechelle-dun-territoire-2011-2012.html>